

La France en voie de canadianisation?

Olivier Kemeid

Volume 49, numéro 4 (278), novembre 2007
La droite

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/34660ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kemeid, O. (2007). La France en voie de canadianisation? *Liberté*, 49(4), 19–23.

La France en voie de canadianisation ?

Olivier Kemeid

On se souviendra peut-être du numéro 270 de *Liberté*, où l'on posait la question suivante : Paris se *montréalise*-t-il ? Si le titre évoquait à la fois une ironie et une provocation évidentes, je peux affirmer que l'éventuelle « canadianisation » de la France est un spectre réel qui n'est pas loin d'effrayer une partie de la communauté artistique française.

La première scène de cette tragicomédie débute à Avignon, joli lieu pour une scène d'exposition, dans une chartreuse aux vieilles pierres encore debout, qui semblent avoir résisté à toutes les intempéries, dont la Grande Peste de 1348, la Révolution française et l'avènement de la société des loisirs. Je suis tranquillement installé à la table d'une terrasse ombragée, je sirote une bière, puis mon hôte du Centre national des écritures du spectacle vient me rejoindre, l'air troublé. Il a dans ses mains la copie de la lettre d'intention du président de la République française adressée à sa ministre de la Culture, Christine Albanel. Il me la tend fiévreusement et, avant que je ne puisse y jeter un coup d'œil, me demande, plus qu'inquiet, ce qui s'est passé au Canada dans les années 1990. Amusé par cette question au moins saugrenue sinon clownesque, je ne comprends pas. Il me pointe la lettre. Il ne sera pas le seul à être alarmé ; par la suite, nombreux seront les Français liés au domaine culturel qui viendront me voir, apeurés par ce qui leur est dessiné comme leur futur, c'est-à-dire notre présent. C'est que, depuis la peste bubonique, cette chartreuse et tous les lieux culturels de France et de Navarre n'ont jamais couru un aussi grand risque.

La lettre de mission

Quel est donc le contenu de cette lettre de mission ? Et comment se fait-il que nous n'en ayons pas eu vent chez nous, alors que la référence au « Canada du milieu des années 1990 » y est présentée comme un modèle indépassable par Nicolas Sarkozy ? Attardons-

nous quelques instants sur ce concept de « lettre de mission ». Cohérent avec sa vision d'un Élysée fort et présent dans toutes les sphères d'action, l'omniprésident a assigné des contrats d'objectifs à tous ses ministres, lesquels, en bons pantins – jamais ne les a-t-on aussi peu entendus dans la V^e République, et peut-être dans toutes les républiques de France –, doivent rendre des comptes et produire les résultats escomptés, sous peine d'être limogés. Ces lettres de mission sont parties de l'Élysée par ordre de priorité; il était donc normal selon les valeurs sarkozistes que la ministre de la Culture soit l'une des dernières, sinon la dernière, à recevoir la sienne, soit en plein mois d'août – lorsque les Français, même les intermittents, sont en vacances.

Dans cette lettre, on peut lire, entre autres :

Dès cet été, une révision générale des politiques publiques, à l'instar de celle réalisée par le Canada au milieu des années 90, sera donc entreprise. Elle sera conduite, sous notre autorité, par le Secrétaire général de la Présidence de la République, le Directeur du cabinet du Premier ministre, le ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique, le secrétaire d'État chargé de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, ainsi que des personnalités qualifiées issues du secteur public et du secteur privé, et des parlementaires. L'objet de cette révision générale des politiques publiques sera de passer en revue, avec la collaboration, naturellement, des ministres concernés, chacune des politiques publiques et des interventions mises en œuvre par les administrations publiques, d'en évaluer les résultats et de décider des réformes nécessaires pour améliorer la qualité du service rendu aux Français, le rendre plus efficace et moins coûteux, et surtout réallouer les moyens publics des politiques inutiles ou inefficaces au profit des politiques qui sont nécessaires et que nous voulons entreprendre ou approfondir.

N'ayez crainte, la lettre de mission détaille plus amplement ce qu'elle entend par « la révision des politiques culturelles ». Elle demande à Christine Albanel de ne pas se contenter de signer des chèques, mais d'attendre des engagements de la part des

scènes subventionnées. Ce qui revient à dire que les œuvres sans succès public ne seront plus soutenues comme avant, voire plus soutenues du tout. Le président donne un exemple à sa ministre, le cas du cinéma :

Dans le même esprit, et de manière alternative, vous examinerez dans quelle mesure le dispositif d'aide à la production cinématographique, qui repose en partie sur le succès public des œuvres subventionnées, pourrait être appliqué au théâtre, ce qui n'interdit pas de le moderniser par ailleurs.

Madame la ministre n'aura pas à se sentir seule dans l'obligation de dévoiler ses résultats, car la lettre de mission porte la même exigence aux organismes culturels, comme il est écrit en page trois :

Vous exigerez de chaque structure subventionnée qu'elle rende compte de son action et de la popularité de ses interventions, vous leur fixerez des obligations de résultats et vous empêcherez la reconduction automatique des aides et des subventions.

Enfin seront privilégiées les œuvres qui contribuent au sentiment national, à ce patrimoine favorisant l'amour de la Nation, et non sa critique. On croirait lire un fascicule de Patrimoine Canada... Selon les professionnels français du spectacle, il s'agit d'un interventionnisme dans la conduite des affaires culturelles sans précédent dans l'histoire du pays, mis à part l'ère Malraux, laquelle on peut s'imaginer allait dans un tout autre sens.

Le Canada des années 1990

À la question des Français : « Mais que s'est-il donc passé chez vous dans le domaine culturel au milieu des années 1990 ? » j'ai répondu par une courte liste reprenant les grands thèmes de nos politiques culturelles des dernières années, c'est-à-dire l'abandon des nombreux programmes de subvention aux artistes et aux organismes jugés trop onéreux et sans résultats probants ;

l'obligation pour les organismes, petits et grands, de se doter de conseils d'administration sur lesquels doivent siéger des représentants du milieu des affaires; l'encouragement (c'est un faible mot) à chercher des sources de financement dans le privé; l'impact direct entre la fréquentation des salles et les montants accordés; les critères politiques d'admission à certains programmes (multiculturalisme et accueil d'œuvres canadiennes hors Québec au Québec); le dégraissage de la télévision et de la radio d'État, c'est-à-dire les coupures des émissions culturelles. À l'idée de se retrouver sans France Culture et Arte, d'être obligés de recevoir des œuvres corses et basques pour favoriser l'unité de la Nation, d'aller chercher du soutien dans le privé et de mettre des vice-présidents d'EDF et du Crédit Lyonnais à la tête des conseils d'administration des théâtres, tout en voyant leurs subventions diminuer lorsqu'on décide de programmer des œuvres plus ardues, plusieurs ont frémi, c'est peu de le dire.

Un réveil tardif

Passée inaperçue en France, la lettre de mission commence à faire parler d'elle. Des directeurs de théâtre s'affolent. Dans *Le Monde* du 12 septembre 2007, Jean-Louis Martinelli, directeur du (très gros) Théâtre des Amandiers, à Nanterre, résume l'intention du président en ces termes : « Fais plus, développe les publics, et bien sûr avec moins de moyens. » Alors que plusieurs analystes politiques prédisaient la fusion entre le ministère de l'Éducation nationale et celui de la Culture – un oracle annoncé par Sarkozy –, le directeur du Théâtre national de Bretagne, François Le Pillouër, fait remarquer qu'on assiste plutôt à un engoulement de la Culture par le ministère... des Finances : « Les précédents présidents soutenaient les arts et la culture. Là, on a l'impression que M. Sarkozy installerait Bercy rue de Valois. Et qu'il serait le contrôleur budgétaire de la culture. »

Il y a quelques semaines, les lignes téléphoniques outre-mer se sont activées. Des téléphones anxieux rejoignaient Montréal; les voix françaises peinaient à cacher l'angoisse. Ce Canada des années 1990 érigé en modèle, elles voulaient mieux le connaître :

«Contre ce mouvement, qu'avez-vous fait? Quelles armes avez-vous prises? Avez-vous réussi à empêcher le massacre?»

Nos réponses, en ordre : « Ce qu'on a pu ; ce qu'il nous restait, c'est-à-dire rien ; non. »

On ne peut pas dire que nos réponses les encouragèrent.